

COMMUNIQUÉ

A Nantes, le mardi 5 février 2019

GILETS JAUNES, GRAND DÉBAT ET COLÈRE SOCIALE

Occulter les personnes sincères, retraité.e.s, travailleurs et travailleuses précaires ou jeunes sans débouchés qui se sont engagé.es dans les Gilets Jaunes, au prétexte de personnalités troubles, serait une erreur.

Ce mouvement a pu faire la démonstration que le gouvernement qui, jusqu'ici ignorait les alertes des corps intermédiaires (organisations syndicales et associations), pouvait être ébranlé dans ses certitudes.

Nous devons leur reconnaître une capacité à la mobilisation qui vient redonner espoir dans l'action collective pour les plus fragiles d'entre nous. Il est de nos obligations de fédération d'éducation populaire d'être présente pour outiller à la compréhension des enjeux, sans morale mais avec l'éthique éducative égalitaire qui est la nôtre.

Les Gilets Jaunes ont appris seuls l'expérience des barricades. Ils l'ont payé d'un nombre de morts et d'interpellations inédit pour un mouvement social en France qui conduit, et c'est un comble, le ministre russe des affaires étrangères à s'inquiéter « du recours excessif à la force » des autorités parisiennes.

La démocratie qui s'est toujours présentée comme une promesse et un problème dans son application n'en finit pas de se heurter à l'écart entre « égalité des droits » et « inégalité de fait ».

L'enjeu réel des élections se résume désormais à des questions sociétales, certes importantes, mais ne remettant pas en cause fondamentalement l'adhérence à l'orientation néolibérale de l'Europe. Et lorsque le peuple, à l'occasion d'un référendum, renie celle-ci, les élus de la nation réunis en congrès la réaffirment. En 2008, les élus du peuple ont bien piétiné le vote populaire de 2005.

En ce sens, parce que nous avons une histoire et une pratique de l'action collective, un attachement aux valeurs Républicaines et à la cause du peuple, nous devons nous accaparer le Grand Débat national lancé par le gouvernement, sans pour autant nous bercer d'illusions sur ce qui en surgira. Mais nous ne pouvons pas laisser choisir, par exemple, entre la diminution des impôts et les services publics. Ce serait fait l'impasse sur l'injustice de la fiscalité et soutenir l'hégémonie du libéralisme.

A nous de faire que ce débat, en nous montrant exigeant.e.s vis à vis des propositions qui en sortiront, soit un formidable outil de transformation.

On ne fait pas débattre impunément tout un peuple sans tenir compte ensuite de ses avis. L'heure n'est plus à la résignation. Gageons que nous vivrions une explosion sociale encore plus forte que celle d'aujourd'hui.

Contacts :

Florence Lacaze

Secrétaire Générale

Ligue de l'Enseignement – FAL 44
flacaze[arobase]laligue44[point]org
06 47 97 97 03

Maurice Berthiau

Fabrique Jean Macé

Vice-Président

Ligue de l'enseignement - FAL 44
mberthiau[arobase]laligue44[point]org

Ligue de l'enseignement - FAL 44

9, rue des Olivettes - BP 74107 - 44041 NANTES cedex 1

Tél : 02.51.86.33.33 - Fax : 02.51.86.33.29

E-mail : communication@fal44.org - site internet : www.fal44.org

Association reconnue d'utilité publique par le décret n° 2822 du 18 mars 1953